

Ils ont dit (gratuit) : A. Bentéjac, A. Adler, R. Traeger, E. Bourcieu

Alain Bentéjac, président du CNCCEF : « Nous souhaitons proposer à Nicolas Dufourcq de saisir cette occasion pour améliorer le système, avec une approche plus orientée client ».

Déclaration à la Lettre confidentielle du Moci dans le cadre d'un entretien à propos d'une lettre conjointe du président Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France (CNCCEF) et du président du Medef Pierre Gattaz adressée cette semaine au directeur général de Bpifrance dans la perspective du lancement, début janvier prochain, de Bpifrance assurance export, nouvelle agence de crédit export française née du transfert de la gestion des garanties publiques de Coface à la banque publique. Lire l'article exclusif en "Une" de la LC d'aujourd'hui : Aide / Export : A. Bentéjac et P. Gattaz rappellent à N. Dufourcq leurs attentes sur la réforme du crédit export

Alexandre Adler, historien et journaliste : « La remise en cause par Donald Trump du Traité de partenariat trans-pacifique a provoqué la fureur du Japon contenue, ce qui rend le rapprochement inévitable de ce pays et de la Chine (...). Xi Jinping n'est pas hostile à un dialogue avec l'opposition japonaise qui veut une réconciliation ».

Propos tenus, le 8 décembre à Paris, à l'occasion de la présentation de la deuxième édition des Rendez-vous de Vientiane (pour plus de détails, voir dans la rubrique Ça bouge).

Lire aussi dans la LC de cette semaine l'article Banque / International : la Bred développe une stratégie de niches géographiques et sur le site du Moci l'article déjà paru Laos / Export : un petit pays ouvert et adapté aux projets des PME.

Rolf Traeger, chef de la section des PMA à la CnuCED : « Le reclassement d'un pays moins avancé (PMA) dans une catégorie supérieure signifie que ceux-ci ne dépendent plus des mesures d'aides spécifiques internationales et qu'ils peuvent être concurrentiels sur les marchés internationaux. Mais ce n'est qu'un jalon dans un grand processus de développement. C'est un processus politique et administratif. On ne parle, d'ailleurs, pas de reclassement, mais de reclassement dynamique, car c'est un processus plus large, qui doit être poursuivi par les anciens PMA pour développer leurs capacités de production, pour se doter de capital financier, humain et technologique, et pour transformer leurs structures, ce qui doit les aider à améliorer leur productivité et la création de valeur ajoutée et donc encore de diversifier leurs économies et leurs exportations par rapport aux produits de base ».

Propos tenus, le 12 décembre à Paris, à l'occasion du rapport 2106 de la CnuCED sur les PMA.

Lire à ce sujet l'article du Moci : Économie / Développement : les avancées dans les PMA sont faibles, notamment en Afrique.

Édouard Bourcieu, représentant de la Commission européenne à Paris pour les questions commerciales : « L'ouverture des marchés publics et la protection des identifications géographiques, deux préoccupations de l'Union européenne qui ont été acceptées par le Canada dans l'Accord économique et commercial global (AECG/Ceta en anglais), sont très importantes aussi pour le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) avec les États-Unis. La problématique pour les États-Unis n'est pas très différente de celle pour le Canada. Et donc cet accord avec les Canadiens nous renforcent vis-à-vis de Washington ».

Propos tenus, le 13 décembre à Paris, à l'occasion d'un atelier d'information de Business France sur l'AECG.

Lire à ce sujet l'article de la Lettre confidentielle de cette semaine, intitulée: Focus Canada (1): ce qu'il faut savoir de l'accord de libre-échange plus ambitieux du monde.

